

Uni·es dans les luttes
et dans les urnes!



1er - 8 décembre

Elections 2022

LE MINISTÈRE DU TRAVAIL SE FICHE DE LA SANTÉ DE SES AGENT.ES : GAGNONS L'AMÉLIORATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL AU SEIN DES SERVICES!

Après les réformes et réorganisations qui n'ont cessé de s'enchaîner et la crise sanitaire, les services sont exsangues : surcharge de travail, isolement, perte de liens avec les collectifs de travail, perte de sens de nos métiers due à une politique du chiffre absurde et sans lien avec les réalités de nos missions, dans un contexte de sous-effectif chronique.



A cela s'ajoute le vaste plan de densification immobilière et tout le monde trinque : des collègues de centrale à celles et ceux des services déconcentrés. L'heure est aux déménagements : nous sommes prié.es de nous entasser sans broncher, et de télétravailler pour aider l'Etat à faire des économies sur notre dos (sous réserve de l'accord du chef de service, bizarrement plus compliqué à obtenir lorsque ça arrange l'agent.e).

Dans les services frappés de plein fouet par l'OTE, les fonctions support ont été bradées au nom d'une mutualisation des moyens au sein des secrétariats généraux communs, dont la seule finalité est la réduction des effectifs.

De plus en plus, nous faisons les frais au quotidien d'un fonctionnement déshumanisé géré par tickets et messageries interposées dans un contexte de baisse de moyens humains et matériels. Et à ces agent.es des SGCD de faire l'impossible !

Cette désorganisation touche aussi nos outils de travail entre services départementaux et régionaux, c'est devenu un véritable casse-tête de travailler ensemble. Pour la sacro-sainte cohésion et la transversalité chères à notre administration, on repassera !

Le ministère du travail fait la sourde oreille à toutes ces souffrances, alors même que se multiplient les alertes pour danger grave et imminent ou les accidents de service, comme en témoigne le bilan de mandat de nos élu.es en CHSCT-M. Il préfère se concentrer sur ses opérations de comm' QVT (« qualité de vie au travail ») et ses cafés virtuels, plutôt que de se donner les moyens de mettre en place une réelle prévention des risques psycho-sociaux ou des TMS.

Nous ne nous résignons pas face à ces constats ! Nous restons convaincu.es qu'un autre ministère du travail est possible et que nos conditions de travail, qui permettent d'accomplir correctement les missions, valent la peine de se battre pour elles !

C'est pourquoi nous continuerons de défendre fermement nos conditions de travail et le sens de nos missions et à agir pour la préservation de notre santé, dans les instances locales et nationales ou sur le terrain.

LES REVENDICATIONS QUE NOUS PORTERONS :

- ✓ Mise en place d'une réelle politique de prévention des risques professionnels ;
- ✓ Suppression de l'OTE et des SGC et retour des RH de proximité ;
- ✓ Arrêt du management par objectifs, de la politique du chiffre, de la mise en concurrence des agent.es et de l'entretien professionnel ;
- ✓ Mise en œuvre de logiciels ergonomiques axés sur les besoins des agent.es ;
- ✓ Retour, sous emploi statutaire, des missions support externalisées ;
- ✓ Refus de la dématérialisation à outrance ;
- ✓ Arrêt des opérations de "densification immobilière" et relogement des services installés dans des bâtiments amiantés ou insalubres.